

Jean-Baptiste André Godin à Edward Vansittart Neale, 20 novembre 1880

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

4 Fichier(s)

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Edward Vansittart Neale, 20 novembre 1880, 1880-11-20

Équipe du projet FamiliLettres (Familistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Consulté le 09/08/2025 sur la plate-forme EMAN :
<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/50381>

Informations sur le document source

CoteFG 15 (21)

Collation4 p. (271r, 272r, 273v, 274r)

Nature du documentCopie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservationBibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Informations sur l'édition numérique

ÉditeurÉquipe du projet FamiliLettres (Familistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)
DroitsFamilistère de Guise et Bibliothèque centrale du CNAM ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

Présentation

Auteur·e[Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction[20 novembre 1880](#)

Lieu de rédactionGuise (Aisne) - Familistère

Destinataire [Neale, Edward Vansittart \(1810-1892\)](#)
Lieu de destination 26, Wilton Street, Manchester (Royaume-Uni)
Scripteur / Scriptrice [Moret, Marie \(1840-1908\)](#)

Description

Résumé Godin demande à Neale son avis sur une affaire mal engagée à Londres relative à un contrat de 1879 pour la fourniture de 400 tonnes de fonte, que Muller avait refusé de livrer. Godin veut évaluer ses chances de succès dans un procès.

Mots-clés

[Fonderies et manufactures "Godin"](#), [Fonte](#), [Procédure \(droit\)](#)

Personnes citées [Muller, Otto R.](#)

Notice créée par [Pauline Pélassier](#) Notice créée le 21/11/2023 Dernière modification le 06/02/2024

Guise 20 Novembre 1880 271

Mon cher ami,

Voici la lettre d'affaire en question.
Je sais que vous êtes avocat, mais
jusqu'ici il m'a semblé que mes occu-
pations universitaires me donnaient suffisamment
de temps pour permettre de vous occuper d'affaires.
Et je vous avoue que je n'ai pas
hésité à vous demander jusqu'ici si
je pourrais vous confier le intérêt de
la Société du Familistère pour ce cas
où celle-ci souhaitait des questions à débattre
en Angleterre.

La mauvaise tourmente que j'avais
en ce moment une affaire engagée à
Londres m'a fait penser à vous
demander votre avis pour la suite
à y donner.

Mr. Vandittart Keale

Les pièces que je joins à cette lettre vous permettront de voir ce dont il s'agit. La note N° 1 nous donne la substance d'un contrat que j'ai fait en 1877, en Angleterre, pour 400 tonnes de fontes dont on m'a refusé la liaison. Cette pièce nous donne, en outre, les explications nécessaires.

Mon chargé d'affaires de Londres prétendait que je ne pourrais me faire rendre justice qu'à la condition de mettre, par une nouvelle lettre, mon rendeur, M. Muller, en demande de me livrer les fontes, puis, s'il ne s'était pas fait acheter les 400 tonnes au prix du jour. Il me disait, en outre, d'envoyer à lui, avocat, tracté de ce marché, afin qu'il puisse poursuivre.

Il me semblait en me basant su-

les usages français que le préjudice pou-
rait être apposé par le refus de l'émission
et par le prix auquel j'aurais été obligé
les porter depuis l'époque du marché.

Néanmoins j'achetai les deux tonnes
après avoir mis M. Müller en demeure à
me livrer. C'est ce que a motivé les lettres
du 2^e br. 6 oct. Ces portes me contiennent à cette
date 150 livres de plus que le prix
convenu avec M. Müller.

Pour vous faire connaître la situation
je vous envoie le mémoire que m'a dressé
mon chargé d'affaires et l'avril du ministre
avec la lettre d'avisi. Puis une autre
lettre dans laquelle il me demande 175 livres.

Cette affaire me paraît assez mal
engagée. Donnez-moi, je vous prie, votre
avis, car, après avoir perdu environ
150 livres sur ces portes, il serait assez
désagréable pour moi de perdre le place.

Avec la certitude de le gagner, il y
aurait intérêt pour moi à faire respecter
mes conventions en Angleterre, dissé-
je y dépasser les dommages et intérêts
que l'on pourrait m'allouer.

Donnez-moi donc vos conseils au
plus vite je vous en prie, afin que
je sache à quoi m'en tenir.

Votre bien dévoué